

Evry-Courcouronnes, le **29 OCT. 2024**

Unité départementale de l'Essonne  
Cité Administrative  
Boulevard de France  
91010 EVRY-COURCOURONNES Cedex

## RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Visite d'inspection du 22/10/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **TERRA 1 – rue Saint-Eloi 91730 MAUCHAMPS**

Code AIOT : 0006520801

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2024 dans l'établissement TERRA 1 implanté Rue Saint-Eloi Les Poiriers Rouges 91730 Mauchamps. L'inspection a été annoncée le 24/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite de l'inspection du 5 février 2024 a donné lieu à la prise de l'arrêté de mise en demeure n° 2024-PREF/DCPPAT/BUPPE/168 du 28 mai 2024 mettant en demeure la société TERRA de respecter les prescriptions applicables pour son établissement situé rue Saint Eloi sur le territoire de la commune de MAUCHAMPS (91730).

La visite a pour but de vérifier les suites données à la visite du 5 février 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TERRA 1
- Rue Saint-Eloi Les Poiriers Rouges 91730 Mauchamps
- Code AIOT : 0006520801
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le bâtiment appartient à la société REX MAUCHAMPS.



Le bâtiment a été construit par le promoteur TERRA 1. La société TERRA 1 exploite le bâtiment. Le bâtiment est loué à la société ITM LAI (INTERMARCHE).

L'entrepôt logistique comprend 7 cellules n° 5, 6, 7, 8, 6a, 9b et 9c.

Les cellules n° 6a, 9b et 9c sont réservées aux produits dangereux :

- les aérosols et produits inflammables sont stockés en cellule n° 6a,
- la soude ou potasse en cellule n° 9c,
- les produits toxiques pour l'environnement en cellule n° 9b.

Le bâtiment logistique comprend également :

- un local chaufferie permettant d'accueillir les chaudières nécessaires au chauffage de l'entrepôt ;
- un local de charge de batteries ;
- un local de maintenance des chariots élévateurs.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suites de l'inspection du 05/02/2024 ;
- Suites données à l'arrêté de mise en demeure du 28/05/2024 susvisé.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...



Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>1</sup>	Proposition de délais
2	Bungalow de stockage - Cellule 7	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.5.6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente inspection</u> : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Bureaux dans la cellule C7	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.2.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place les actions correctives pour lever les non-conformités relevées lors de la dernière inspection.

Il doit toutefois justifier le dimensionnement de la détection incendie dans la cellule 7 à la suite de la mise en place d'un bungalow pour le stockage de matériels informatiques.

## 2-4) Fiches de constats

---

<sup>1</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale



**N° 1 : Bureaux dans la cellule C7**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.2.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Bureaux et locaux sociaux

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 05/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 28/08/2024

**Prescription contrôlée :**

A l'exception des bureaux dits de « quais » destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux sont séparés des cellules de stockage par une paroi REI 120.

Ils sont isolés par des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2).

Ils sont isolés par un plafond au moins REI 120. Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est situé au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage. De plus, lorsqu'ils sont situés à l'intérieur d'une cellule, le plafond est au moins REI 120, et si les bureaux sont situés en étage le plancher est également au moins REI 120. [...]

**Constats :**

L'exploitant a déposé un porter-à-connaissance en date du 02/08/2024 pour la construction de bureaux dans la cellule 7.

L'exploitant apporte les justificatifs du degré coupe-feu des matériaux utilisés, à savoir :

- murs et plafond REI 120 ;
- portes et chaises EI 120 ;
- châssis vitrés et vitres EI 120.

L'inspection constate que :

- la construction des bureaux est en parpaings béton de 20 cm de large ;
- les portes ont un marquage EI 120 ;
- les vitres ont un marquage EI 120.

L'inspection constate que ces bureaux sont sprinklés.

→ La non-conformité est levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite



N° 2 : Bungalow de stockage - Cellule 7

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.5.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Détection Incendie

**Prescription contrôlée :**

Le bâtiment de stockage est doté d'un système de détection et d'extinction incendie automatique.

L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés [...].

Le dimensionnement de ces détections est déterminé en fonction des produits stockés et des procédés de convoyage mis en œuvre. Les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection sont conservés et intégrés au dossier prévu à l'article 2.5.1.

Les systèmes de détection ainsi que le système d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus et à minima annuellement .

**Constats :**

L'inspection constate, dans la cellule 7, la présence d'un bungalow utilisé pour le stockage de produits informatiques neufs et obsolètes.

A l'intérieur du bungalow, une détection incendie est installée.

L'inspection constate que le bungalow est équipé d'une détection incendie.

La cellule 7 est couverte par le système d'extinction incendie automatique.

L'exploitant présente le rapport de vérification du sprinkleur par la société Bureau Veritas en date du 23/08/2024 : une non-conformité a été relevée concernant la présence du bungalow de stockage de matériels informatique, à savoir :

« Vous rapprocher de votre assureur pour savoir si le réseau toiture de la cellule 7 est suffisant pour la protection de l'algéco ou s'il faut rajouter un réseau à l'intérieur. »

→ **Non-conformité :** L'exploitant n'a pas pu justifier que le dimensionnement du système d'extinction incendie automatique et de la détection incendie de la cellule 7 est conforme au vu des produits stockés et des modes de stockage (utilisation d'un bungalow de stockage de matériels informatique).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois